

DOSSIER DE PRESSE

OCTOBRE ROSE 2050

AGIR SUR LES CAUSES ENVIRONNEMENTALES DU CANCER DU SEIN

22 octobre 2024, 13h15 à 17h45

📍 Académie du Climat - Salle des fêtes
2 place Baudoyer, Paris 4e



PRESENTATION DU COLLOQUE

La France est devenue le pays ayant le plus haut taux de cancers du sein au monde [1]. Paris se distingue même par un taux de cancers du sein 15% au-dessus de la moyenne nationale, tous âges confondus, y compris pour les femmes de moins de 50 ans [2]. Ceci démontre notamment que le nombre très élevé de cancers du sein en France ne peut pas s'expliquer uniquement par le vieillissement de la population ou par un dépistage important.

2024 marque le 30ème anniversaire de la campagne d'information et de sensibilisation Octobre Rose. C'est le moment d'initier une réflexion sur la stratégie nationale de lutte contre le cancer du sein pour davantage intégrer les facteurs environnementaux. En effet, la campagne Octobre Rose se focalise sur le dépistage organisé et sur la sensibilisation aux facteurs de risques individuels (tabac, alcool, surpoids, notamment). Pourtant, les données scientifiques sont de plus en plus nombreuses en faveur de l'association entre cancer du sein et exposition à des facteurs environnementaux – comme la pollution de l'air intérieur ou extérieur, l'alimentation ultra-transformée, les pesticides, les plastiques. Nous savons ainsi que des centaines de substances chimiques présentes dans notre environnement, dont certains perturbateurs endocriniens, semblent bien impliquées dans la genèse, le développement ou l'agressivité du cancer du sein [3]. Nous savons également que leur impact peut être transgénérationnel : il a été ainsi démontré chez l'animal, mais aussi chez la femme enceinte, que l'exposition à des perturbateurs endocriniens constitue un facteur de risque pour la mère, mais également pour l'enfant [4].

La prise en compte des polluants chimiques dans la lutte contre le cancer du sein est d'autant plus fondamentale qu'il est possible d'agir sur ce facteur. Les perturbateurs endocriniens sont certes omniprésents dans nos environnements de vie (bisphénols dans les contenants alimentaires, phtalates dans le mobilier et les sols [5], retardateurs de flamme dans les matelas et autres biens de consommation ignifugés, PFAS dans les revêtements antiadhésifs ou dans l'eau du robinet, dioxines dans notre alimentation ...). Néanmoins, la présence dans nos environnements de beaucoup de ces substances peut être diminuées par la mise en œuvre de politiques publiques adaptées. De plus, dans le contexte du dérèglement climatique en cours et à venir, des travaux indiquent que les émissions intérieures de perturbateurs endocriniens risquent d'augmenter du fait des températures moyennes plus élevées [6] et de la meilleure isolation des lieux de vie dans l'objectif d'économies d'énergie. Les travaux du Centre

International de Recherche sur le Cancer prévoient également une augmentation conséquente des cas de cancers du sein d'ici 2050, avec des projections à 75 400 cas et 20 100 décès par an en France, contre 65 700 cas et 14 700 décès aujourd'hui [7]. Il est donc grand temps, afin de contrer cette augmentation, de mener une politique ambitieuse de lutte contre le cancer du sein intégrant les causes environnementales !

C'est pourquoi le Réseau Environnement Santé (RES), organise mardi 22 octobre, avec le soutien de la Ville de Paris et en partenariat avec l'ONG Alliance Santé Planétaire, un colloque visant à appeler à une meilleure prise en compte des facteurs environnementaux dans la lutte contre le cancer du sein et à proposer des pistes d'actions.

[1] Centre International de Recherche sur le Cancer, <https://gco.iarc.fr/en>

[2] Telle-Lamberton M, Karusisi N, Saunal A. *Cancers et inégalités territoriales en Île-de-France : Analyses spatiales*. Paris : Observatoire régional de santé Île-de-France, 2016.

[3] Une récente étude identifie 920 substances impliquées dans les cancers du sein. Voir Kay JE, Brody JG, Schwarzman M, Rudel RA. Application of the Key Characteristics Framework to Identify Potential Breast Carcinogens Using Publicly Available in Vivo, in Vitro, and in Silico Data. *Environ Health Perspect*, 12(1):17002, 2024.

[4] Ainsi, ce risque est deux fois plus élevé chez les femmes dont les mères ont pris le médicament distilbène lors de la grossesse, 4 fois plus chez les filles des femmes les plus exposées au pesticide DDT.

[5] Wenjuan Wei, Corinne Mandin, Olivier Blanchard, Fabien Mercier, Maud Pelletier, et al.. Temperature dependence of the particle/gas partition coefficient: An application to predict indoor gas-phase concentrations of semi-volatile organic compounds. *Science of the Total Environment*, 563-564, pp.506-512, 2016.

[6] Sur la même période, le nombre de cas annuels à l'échelle mondiale croîtrait de 2,6 à 3,5 millions. Source : <https://gco.iarc.fr/en> .

CONTACTS PRESSE

André CICOLELLA – 06 35 57 16 82 – president@reseau-environnement-sante.fr

PROGRAMME

13h15 - 13h45 — Accueil, présentation de Serge Orru, président du Conseil d'Orientation de l'Académie du Climat

13h45 - 14h15 — INTRODUCTION

- Anne-Claire Boux, Adjointe à la maire de Paris en charge de toutes les questions relatives à la santé publique et aux relations avec l'APHP, à la santé environnementale, à la lutte contre les pollutions et à la réduction des risques
- André Cicoella, Président du RES
- Dre Orianne Moulinier, médecin, membre d'Alliance Santé Planétaire

14H15 - 14H45 — CONFÉRENCE INTRODUCTIVE

- Pr Ana Soto, Université Tufts à Boston — Cancer du sein et Perturbateurs Endocriniens : 33 ans de recherche depuis l'Appel de Wingspread"

14H45 - 16H — CONSTAT

- Dre Sabina Rinaldi, Centre International de Recherche sur le Cancer — Cancer du sein hier, aujourd'hui et demain. En France et dans le monde. L'enjeu de l'exposome
- Pr Patrick Fénelichel, CHU de Nice — Cancer du sein et environnement : les preuves épidémiologiques
- Elody Traullé, cheffe de projet scientifique et stratégique du Réseau Nutrition Activité physique Cancer Recherche (NACRe) — Quels liens entre alimentation et cancer du sein ?
- Margaux Sanchez, cheffe de mission à l'Observatoire pour la Qualité de l'Environnement Intérieur (ANSES/CSTB) — Résultats de l'Enquête Nationale Logement

16H00 - 16H20 — PAUSE

16H20- 17H15 — AGIR

- Fanny Arnaud, Porte-parole de l' "Appel des jeunes femmes" — "Pourquoi moi ? Pourquoi nous ?" Il est urgent d'agir collectivement contre les causes environnementales du cancer du sein
- Fanny Thauvin, Collectif Jeunes & Roses — Pour un registre national des cancers, un outil indispensable à une prévention sur les facteurs environnementaux.
- Emmanuel Ricard, Ligue contre le Cancer — Intégrer la dimension causes environnementales à la stratégie de campagne d'Octobre rose

17H15 - 17H45 — CONCLUSION : POUR UN OCTOBRE ROSE 2050 !

INTRODUCTION



Anne-Claire BOUX

Adjointe à la maire de Paris en charge de toutes les questions relatives à la santé publique et aux relations avec l'APHP, à la santé environnementale, à la lutte contre les pollutions et à la réduction des risques

Ingénieure dans les énergies renouvelables et la concertation, militante pour le climat, Anne-Claire Boux est élue dans le 18^{ème} arrondissement. De 2020 à 2023, elle occupe la fonction d'adjointe à la Maire de Paris, en charge de la Politique de la Ville. En 2023, l'élue est nommée adjointe à la maire de Paris en charge de la santé publique et des relations avec l'APHP, de la santé environnementale, de la lutte contre les pollutions et de la réduction des risques

La Ville de Paris est engagée depuis de nombreuses années pour mener des actions ambitieuses pour réduire l'impact de l'environnement sur la santé de ses habitant·e·s et développer des actions pour rendre leur milieu de vie plus favorable à la santé.

Son investissement historique dans le champ de la santé environnementale, de la salubrité et de l'hygiène s'est notamment incarné dans la création très tôt de laboratoires pour rechercher les polluants chimiques, les particules et les micro-organismes allergènes dans les environnements. Le premier Plan Paris santé environnement (PPSE) adopté en 2015 a permis de développer l'expertise de la Ville en la matière et de mettre en place de nombreuses actions en santé environnementale comme la surveillance du plomb et des polluants chimiques dans les écoles et les crèches, ou la création d'une cellule santé habitat pour aider les patient·e·s atteints de pathologies respiratoires dans la recherche de sources de polluants dans leur logement.

La Ville de Paris a en outre été la première ville à signer la Charte Villes & Territoires sans Perturbateurs Endocriniens du RES.

Afin d'aller plus loin dans l'objectivation des politiques publiques en la matière, Paris s'est dotée, depuis 2023, d'un Observatoire Parisien de la Santé Environnementale (OPSE) en charge du second Plan Paris Santé Environnement. Ce plan ambitieux, qui sera voté en novembre 2024, met l'accent sur la protection des publics vulnérables et sur la nécessité pour les acteurs publics de garantir aux habitant·e·s un environnement protecteur de leur santé avec une approche non plus seulement par polluants mais aussi globale à l'échelle d'un territoire de vie.



Docteur Oriane MOULINIER

Médecin généraliste, membre de Alliance Santé Planétaire

L'Alliance Santé Planétaire est une association loi 1901 créée en 2021 qui s'intéresse aux impacts des activités humaines et de la modification de nos écosystèmes sur la santé globale. Composée essentiellement de soignants, son objectif est de promouvoir la santé planétaire en rendant les informations scientifiques sur ce sujet accessibles au plus grand nombre, notamment aux politiques mais également en formant les professionnels de santé et toutes personnes intéressées par le sujet. Ecologie, environnement et santé ne peuvent plus être dissociés.

Pour mieux comprendre ces liens complexes, nous avons créé une Fresque de la santé planétaire, si cela vous intéresse n'hésitez pas à nous écrire à fresque@santeplanetaire.org ou à nous rendre visite sur notre site <https://santeplanetaire.org/>



André CIOLELLA

Président du Réseau Environnement Santé (RES), chimiste, toxicologue

Le RES a été créé en 2009 pour promouvoir la santé environnementale. Les premières campagnes ont été menées pour alerter sur les risques liés aux perturbateurs endocriniens et obtenir des décisions d'interdiction (en France et même en Europe) telles que celles du bisphénol A dans les biberons et les contenants alimentaires, ou du perchloréthylène dans les pressings. Le RES a obtenu en 2014 une Stratégie Nationale Perturbateurs Endocriniens (SNPE) dont l'objectif est de réduire l'exposition aux Perturbateurs Endocriniens. Le RES appuie la proposition du récent rapport des Inspections générales pour la prochaine SNPE : « Zéro exposition aux Perturbateurs Endocriniens d'ici 15 ans »¹. A la suite du 1er colloque européen « Villes et Territoires sans PE » (Paris, octobre 2017), une charte a été proposée aux collectivités locales pour développer des bonnes pratiques afin de réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Le cancer du sein illustre la nécessité de faire de la santé environnementale le second pilier du système de santé. De multiples facteurs de risque ont déjà été mis en évidence². Comment interagissent-ils entre eux ? Un mot résume le défi représenté pour comprendre cette situation, le mot exposome. Ce concept a été formulé par Christopher Wild, directeur du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), en 2005, comme « l'intégration sur la vie entière de l'ensemble des expositions (et notamment environnementales) qui peuvent influencer la santé humaine ». En 2016, le concept d'exposome a été introduit à l'article 1 de la loi Touraine pour définir l'un des neuf sujets de la politique nationale de santé. La situation de la France, et plus particulièrement de Paris et de l'Île-de-France, nécessite un grand programme de recherche international pour relever ce défi. Le nombre de cas a en effet doublé en France en 30 ans. Les dernières données du CIRC montrent que la France est devenue le premier pays au monde, tous âges confondus et chez les femmes de moins de 50 ans, ce qui montre que l'explication de cette croissance par le vieillissement et le « sur-dépistage » n'est pas recevable³. Paris se situe à 15% au-dessus de la moyenne nationale et l'Île-de-France à 6%⁴. Les projections du CIRC à 2050 montrent une augmentation significative de l'incidence et de la mortalité si rien n'est fait pour inverser cette tendance.

¹ « Pour une future stratégie Zéro exposition aux Perturbateurs Endocriniens ». <https://igas.gouv.fr/evaluation-de-la-deuxieme-strategie-nationale-sur-les-perturbateurs-endocriniens-0>

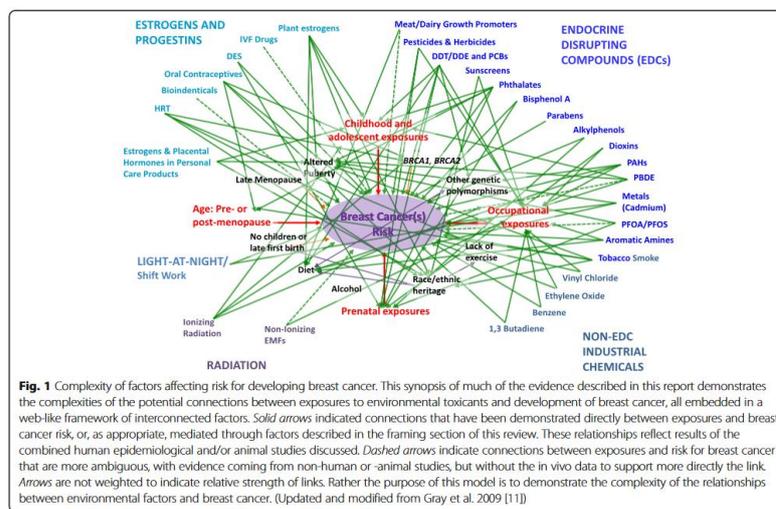
² Gray JM, Rasanayagam S, Engel C, Rizzo J. State of the evidence 2017: an update on the connection between breast cancer and the environment. *Environmental Health*. 2017 Sep. 2;16(1): 94. Doi: 10.1186/s12940-017-0287-4.

³ Centre International de Recherche sur le Cancer : <https://gco.iarc.fr/en>

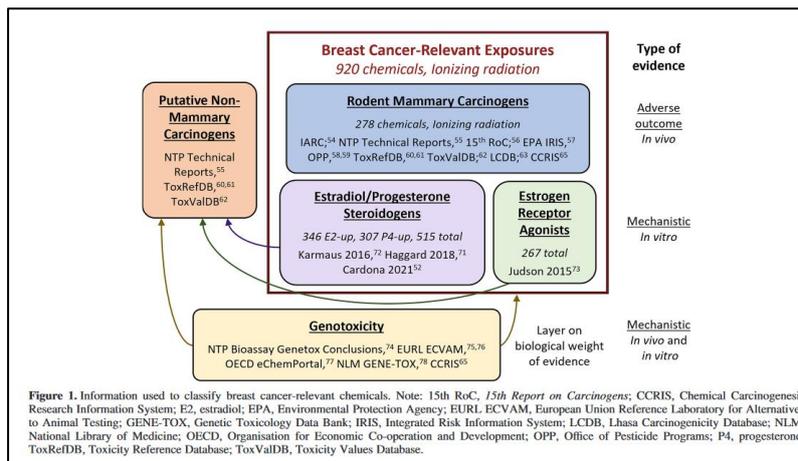
⁴ ORS - FOCUS SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 24 – Épidémiologie des principaux cancers en Île-de-France, 2021 https://www.ors-idf.org/fileadmin/DataStorage/user_upload/ORS_FOCUScancersVD.pdf

Sans attendre les résultats de la recherche pour décrypter l'exposome, il est dès maintenant possible d'agir sur les causes identifiées, notamment 920 substances chimiques, principalement perturbateurs endocriniens, ou l'alimentation ultra-transformée⁵. Le réchauffement climatique devrait contribuer à augmenter le risque, si les sources de PE, notamment dans l'environnement intérieur, ne sont pas éliminées. L'exemple le plus emblématique est celui des phtalates présents jusqu'à 40% dans les sols en PVC, lesquels représentent la 1ère composante de la poussière domestique. Le fait que l'exposition pendant la grossesse puisse générer des cancers du sein chez les filles, comme cela a été démontré pour le pesticide DDT ou le médicament distilbène, plaide pour une action urgente dès aujourd'hui pour protéger les générations futures.

OCTOBRE ROSE 2050 SE PREPARE AUJOUR'HUI



Facteurs de risque du cancer du sein (Gray et al., 2017)



920 substances chimiques impliquées dans le cancer du sein (Kay et al., 2024)

⁵ Kay JE, Brody JG, Schwarzman M, Rudel RA. Application of the Key Characteristics Framework to Identify Potential Breast Carcinogens Using Publicly Available in Vivo, in Vitro, and in Silico Data. Environmental Health Perspectives. 2024 Jan; 12(1):17002. doi: 10.1289/EHP13233. Epub 2024 Jan 10. PMID: 38197648

CONFERENCE INTRODUCTIVE



Professeure Ana M. SOTO

Professeure d'immunologie à la faculté de médecine de l'université Tufts. Elle est membre du Centre Cavallès et membre correspondante étranger à l'École normale supérieure de Paris

Ana Soto est une experte de renommée internationale en matière de santé environnementale et une pionnière dans le domaine des perturbateurs endocriniens. Avec le professeur Carlos Sonnenschein, elle a découvert des composés œstrogéniques dans les articles en plastique. Ils ont aussi découvert chez la souris que l'exposition du fœtus au bisphénol-A (BPA) produisait des effets délétères chez les femelles, tels que l'obésité, des comportements altérés, une baisse de la fertilité et de la fécondité et le cancer de la glande mammaire. Elle a contribué à fournir des preuves qui ont abouti à des lois interdisant le BPA dans les matériaux entrant en contact avec les aliments et interdisant les articles en plastique dans les cafétérias des écoles en France.

Depuis notre découverte des œstrogènes dans les plastiques il y a plus de trente ans, notre laboratoire a caractérisé les effets de l'exposition fœtale au bisphénol A (BPA). Le BPA n'est qu'un des nombreux produits chimiques appelés perturbateurs endocriniens. Les perturbateurs endocriniens sont des substances chimiques exogènes qui interfèrent à un certain niveau avec les fonctions hormonales. Leur effet peut être mimétique, antagoniste ou d'interférence. Pourquoi s'y intéresser ? Nous avons observé une altération des comportements, l'induction de cancers mammaires, une diminution de la fertilité et une augmentation des troubles de la reproduction dus aux perturbateurs endocriniens chez les rongeurs. Des études épidémiologiques ont également montré de fortes corrélations entre l'exposition aux perturbateurs endocriniens et les maladies humaines. Plusieurs études épidémiologiques ont notamment indiqué une forte corrélation entre l'exposition aux perturbateurs endocriniens et le cancer du sein.

Malgré les preuves expérimentales et épidémiologiques, il y a très peu d'actions entreprises afin de mener le nécessaire contrôle de l'exposition à ces produits chimiques. En France, comme dans de nombreux pays industrialisés, le cancer du sein est le cancer le plus fréquent et le plus meurtrier chez

les femmes. Le nombre de nouveaux cas est en augmentation et a doublé entre 1990 et 2018. De plus, la maladie touche des femmes de plus en plus jeunes.

Il est grand temps de réaliser que nous disposons de suffisamment de preuves pour réglementer l'exposition aux perturbateurs endocriniens afin d'enrayer l'épidémie de cancer du sein. La prévention est le meilleur remède !

CONSTAT

Docteure Sabrina RINALDI

Cheffe adjointe de la Branche Nutrition et Métabolisme au Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC) à Lyon, et co-leader de l'équipe Hormones et Métabolisme

Chimiste de formation et épidémiologiste de renom, Sabrina Rinaldi consacre sa carrière à l'étude des liens complexes entre hormones, métabolisme et le développement de cancers hormono-dépendants. Son expertise se concentre particulièrement sur les cancers du sein et de la thyroïde, deux pathologies pour lesquelles les influences hormonales jouent un rôle crucial.

Dans le cadre du colloque Octobre Rose, la Dre Rinaldi présentera les données les plus récentes sur l'incidence et la prévalence du cancer du sein, à la fois sur le plan national et international. Elle analysera également les projections épidémiologiques pour les décennies à venir, en se projetant jusqu'en 2050. Cette intervention s'inscrit dans la volonté de mieux comprendre l'évolution de cette maladie face aux changements démographiques, environnementaux et sociétaux à l'échelle mondiale.

En complément de son analyse des données sur le fardeau du cancer du sein, le Dr Rinaldi évoquera le concept de l'*exposome*, une approche émergente en santé publique qui s'intéresse à l'ensemble des expositions environnementales auxquelles un individu est soumis au cours de sa vie. Cette notion inclut à la fois les facteurs externes (pollution, alimentation, stress) et les facteurs internes (métabolisme, inflammation) qui peuvent interagir avec notre patrimoine génétique pour influencer le risque de développer des cancers, notamment celui du sein. En intégrant cette perspective, la Dre Rinaldi mettra en lumière l'importance croissante de la prévention personnalisée et des stratégies de santé publique adaptées aux différents profils de risque.



Professeur Patrick FÉNICHEL
Endocrinologue-Gynécologue

Professeur émérite de l'Université Côte d'Azur, ex-chef de service d'Endocrinologie, Gynécologie et Reproduction du CHU de Nice

Ancien directeur de l'unité Environnement, Reproduction et Cancers hormono-dépendants (Centre Méditerranéen de Médecine Moléculaire C3M/INSERM Nice)

Initiateur et coresponsable (2016-2024) du Diplôme Inter-universitaire de Médecine Environnementale aux universités de Nice Côte d'Azur et de Montpellier

Une femme sur 9 en France développera au cours de sa vie un cancer du sein. Dans plus de 90% des cas, il n'existe pas de mutation génétique préexistante mais des modifications dites épigénétiques, portant sur l'habillage des gènes, liées à l'action de facteurs environnementaux dont l'impact avait déjà été fortement suggéré par le suivi de populations migrantes. Depuis plus de 20 ans, des études épidémiologiques cas-témoins ont tenté de corrélérer la concentration de nombreux polluants chimiques perturbateurs endocriniens estrogéno-mimétiques avec le développement d'un cancer du sein, un cancer fortement estrogéno-dépendant, avec des résultats statistiques plus ou moins probants et entachés de problèmes méthodologiques. Puis, des études ont progressivement tenté de s'affranchir de ces faiblesses, soit en évaluant dans des populations à risque (femmes d'agriculteurs par exemple) un cocktail de pesticides lipophiles plutôt qu'un seul, et/ou en corrélant leur concentration totale à l'expression par la tumeur des récepteurs à la progestérone ou à son degré d'agressivité; soit en prenant en compte la concentration historique dans des périodes électives de susceptibilité mammaire (période fœtale, péripubertaire, gravidique ou périménopausique) dans le cadre d'études prospectives comme avec le distilbène (DES), un estrogène de synthèse, le pesticide DDT ou les isolants électriques PCB; soit enfin en tenant compte de la susceptibilité individuelle à détoxifier au niveau du foie les PE du fait de polymorphismes des gènes codant pour les cytochromes P450. Dans le cadre du suivi de la cohorte prospective française E3N avec la MGEN, des corrélations fortes ont été retrouvées entre le taux benzopyrène estimé dans la pollution de l'air par géolocalisation du domicile ou avec les taux de dérivés perfluoroalkylés (PFOS) ou polluants « éternels ». Ces études mettent en évidence une relation statistique forte mais ne démontrent pas formellement un effet causal. Cette hypothèse est néanmoins renforcée par la possibilité d'induire chez les rongeurs des lésions cancéreuses de la mammelle chez les descendantes en exposant la femelle gestante à différents perturbateurs endocriniens à faibles doses comme le bisphénol A ou d'induire in vitro sur des cellules mammaires humaines souches ou malignes avec de faibles doses de perturbateurs estrogéniques des modifications épigénétiques portant sur des gènes suppresseurs illustrant un possible mécanisme moléculaire.

Même si des études cliniques et en laboratoire sont encore nécessaires pour préciser strictement le lien causal et les mécanismes cellulaires, il est d'ores et déjà vraisemblable que le cancer du sein non héréditaire de la femme se prépare dans le ventre de la mère et qu'il est possible de façon préventive d'empêcher sa survenue et/ou de freiner sa prolifération et son extension en réduisant l'exposition de la femme aux perturbateurs endocriniens dans des périodes électives de susceptibilité (fœtale, péripubertaire, pergravidique, périménopausique ou post découverte du cancer).



Docteur Elody TRAUlle

Cheffe de projet scientifique et stratégique au sein du Réseau NACRe (Nutrition Activité physique Cancer Recherche)

En France, on estime qu'environ 40% des nouveaux cas de cancer chez l'adulte sont évitables⁶. Si le tabac représente le facteur de risque majeur (environ 20%), la consommation d'alcool, une alimentation déséquilibrée et la surcharge pondérale (qui comprend le surpoids et l'obésité) jouent également un rôle important, représentant respectivement 8%, 5,4% et 5,4% des nouveaux cas de cancers, tous types confondus⁷.

Le 3ème rapport d'expertise du World Cancer Research Fund (WCRF) en 2018 a évalué les niveaux de preuve de l'impact des facteurs nutritionnels sur les risques de premiers cancers, dont le cancer du sein, à travers une revue exhaustive de la littérature. A date, il en ressort que l'alcool augmente le risque de cancer du sein avant et après la ménopause. Concernant l'alimentation, l'augmentation du risque de cancer du sein après la ménopause passerait essentiellement par la surcharge pondérale. Les facteurs nutritionnels augmentant le risque de surcharge pondérale telles que les boissons sucrées, une alimentation de type occidental et la consommation d'aliments de type fast-food, augmenteraient donc indirectement les risques de cancer du sein. Des recherches récentes se sont intéressées à ce type d'alimentation, surtout depuis la mise en place de classifications permettant de catégoriser les aliments en fonction de leur degré de transformation (NOVA, etc.). Des liens solides ont été démontrés entre la consommation d'aliments ultra-transformés et le risque de surcharge pondérale, mais les preuves pour des liens directs avec le cancer du sein spécifiquement restent limitées. La cohorte NutriNet-Santé, caractérisée par une évaluation précise des consommations alimentaires, explore un cran plus loin en suggérant des résultats innovants entre certains additifs alimentaires (certains édulcorants et émulsifiants), marqueurs d'ultra-transformation, et le risque de cancer du sein. Il est toutefois encore trop tôt pour parler d'un lien causal.

A l'inverse, les facteurs diminuant le risque de surcharge pondérale diminuent également indirectement le risque de cancer du sein, comme une alimentation riche en fibres.

Au cours de la maladie cancéreuse, certains facteurs nutritionnels peuvent être associés à un meilleur pronostic (l'alimentation riche en fibres⁸) ou à un plus mauvais pronostic (la prise de poids).

⁶ Centre International de Recherche sur le Cancer. Les cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France métropolitaine. 2018

⁷ Ibid.

⁸ Institut National du Cancer, Réseau NACRe. Impact des facteurs nutritionnels pendant et après cancer. 2020

Malheureusement, certains traitements anticancéreux comme l'hormonothérapie pourraient entraîner une prise de poids.

Malgré les avancées en termes de recherche sur le cancer du sein, il reste encore à identifier de nombreux facteurs nutritionnels de risques et protecteurs (régimes restrictifs, contaminants, heures des repas, etc.), ainsi qu'à déterminer les conséquences de leurs interactions avec l'environnement biologique et les mécanismes sous-jacents avant, pendant et après la maladie.

Pour en savoir plus : <https://www.reseaunacre.eu>



Margaux SANCHEZ

Cheffe de mission pour l'Observatoire de la Qualité des Environnements Intérieurs (OQEI) au sein de la Direction de l'Evaluation des Risques de l'Anses

Epidémiologiste environnementale, Margaux Sanchez a longtemps travaillé sur la pollution atmosphérique avant de se tourner vers les environnements intérieurs.

A la différence de la pollution de l'air extérieur, souvent mise en avant, celle de l'air intérieur est restée relativement méconnue jusqu'au début des années 2000. Pourtant, en climat tempéré, nous passons en moyenne 85 % de notre temps dans des environnements clos, dont une grande partie dans nos habitations, où nous sommes exposés à de nombreux polluants. La nature de cette pollution dépend notamment des caractéristiques du bâti, des activités et des comportements des occupants, et ces polluants peuvent avoir des effets sur la santé et le bien-être.

La première campagne nationale logement menée par l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur (OQAI) entre 2003 et 2005 a établi un premier état des lieux de la qualité de l'air intérieur, avec plus de 30 paramètres mesurés. Les résultats ont montré que les polluants étaient présents dans la majorité des logements et que leurs concentrations étaient nettement plus élevées à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Depuis, les préoccupations concernant la qualité de l'air intérieur n'ont cessé de croître. Les enjeux sanitaires et économiques sont considérables, avec un coût estimé à 19 milliards d'euros par an pour la pollution de l'air intérieur.

Depuis le 1er janvier 2024, l'Observatoire de la Qualité des Environnements Intérieurs (OQEI), opéré par l'Anses et le CSTB, a pris la relève de l'OQAI, élargissant son champ d'action à l'ensemble des paramètres de qualité des environnements intérieurs : air, poussières, lumière, température, radiofréquence, gestion technique, etc. L'OQEI se positionne comme un centre de référence national, rassemblant données, connaissances et expertises sur les environnements intérieurs. Grâce à son travail, l'OQEI souhaite orienter les politiques publiques et proposer des solutions aux parties prenantes. Dans un contexte de changement climatique, de sobriété énergétique et d'évolutions sociétales, l'OQEI joue un rôle crucial pour protéger la santé des populations, en particulier des plus vulnérables.

AGIR



Fanny ARNAUD

Ingénieure de recherche CNRS en géographie à Lyon, Fanny Arnaud est la porte-parole de « L'appel des jeunes femmes » paru dans Le Monde en octobre 2024

Extrait de l'appel des jeunes femmes :

« Je m'appelle Fanny Arnaud. En 2020, j'ai été touchée par un cancer du sein invasif diagnostiqué pendant ma grossesse. J'avais 36 ans, aucun antécédent familial et je ne me reconnaissais pas dans les facteurs de risque classiquement invoqués dans les campagnes de prévention (tabac, alcool, surpoids, sédentarité). D'après l'INCA, ces facteurs seraient à l'origine d'un tiers des cancers du sein « évitables » chaque année en France. Alors, je me suis interrogée : pourquoi moi ? Comment expliquer les cancers qui se développent sans cause apparente ?

Je m'appelle Sandra Bogojevic. J'avais 24 ans lors du diagnostic de mon premier cancer du sein. Naturellement, à cet âge, sans antécédent et avec une bonne hygiène de vie, la question pourquoi moi ? s'est rapidement posée, d'autant plus lorsque le cancer a récidivé il y a deux ans. [...]

Nous sommes plus de 1000 femmes à avoir été touchées par un cancer du sein avant 50 ans, à un âge où il n'est pas « normal » de tomber malade. Nous souhaitons dépasser le discours encore très individualisant en matière de prévention et nous appelons à considérer la problématique du cancer du sein au niveau global. Les preuves scientifiques s'accumulent en faveur de liens entre l'exposition à des polluants présents dans l'environnement et la survenue des cancers. Sont incriminés ou suspectés dans le développement et l'agressivité des cancers du sein, les pesticides, la pollution de l'air ou encore les composants du plastique. Cependant, les lobbys industriels exercent une influence forte sur la production de connaissances quant à la nocivité des substances qu'ils produisent.

La société paie un lourd tribut de l'inaction publique, sur les plans sanitaires et financiers. Mais nous refusons la fatalité. Le cancer du sein peut reculer, à condition de bien identifier les causes et de mettre en œuvre des politiques publiques en cohérence avec les faits scientifiques. Nous appelons à lutter contre la production de doute et d'ignorance qui entoure la dissémination des perturbateurs endocriniens et autres substances toxiques dans notre vie quotidienne.

Nous appelons à donner plus de moyens à la recherche afin de mieux cibler les facteurs de risque et pouvoir porter un discours de prévention complet et transparent. La santé environnementale doit devenir une priorité de santé publique, pour enfin faire baisser le nombre de cancers du sein. Nous refusons que nos filles subissent la même épreuve que nous. »

Fanny THAUVIN

Membre du comité de veille scientifique et sociale de l'association

Jeune & Rose

Le collectif Jeune & Rose fondé en 2017 regroupe 1200 patientes touchées par le cancer du sein avant l'âge de 40 ans. L'association organise des rencontres entre patientes et anime des ateliers de sensibilisation à l'auto-examen mammaire sur tout le territoire. En effet, nous savons qu'il est possible de tomber malade avant l'âge du dépistage organisé (50 ans), c'est le cas pour 20% des diagnostics. Dans ce cadre, l'auto-examen mammaire est un bel outil mais nous avons aussi compris qu'il ne permettait pas d'éviter la maladie.

Très régulièrement, nous nous voyons remettre des fascicules bienveillants pour maintenir le cap d'une « bonne rémission ». Ceux-ci mentionnent exclusivement des facteurs responsabilisants et individuels : tabac, alcool et sédentarité qui ne représentent en fait qu'un tiers des facteurs. Nous avons ainsi constaté que les facteurs environnementaux, 60% des expositions carcinogènes, n'étaient jamais abordés. Et plus largement, nous nous sommes heurtées au manque de données sur notre territoire.

Ainsi, nous découvrons que l'incidence des cancers du sein est calculée en France au moyen d'une extrapolation à partir des données de 24 départements sur la centaine. Dans les registres actuels, il n'y a aucun département avec grosse agglomération française ou à forte concentration de sites Seveso... ces chiffres ne sont pas le reflet de la réalité de cette maladie sur le territoire ... et c'est le cas pour toutes les localisations de cancers. Ainsi, comment savoir si les jeunes femmes sont plus touchées dans le nord de la France, comment mettre en œuvre une politique de santé publique, reconnaître les clusters de certains territoires, mieux protéger la population à risque ?

Après nos échanges avec les élus dont la sénatrice Sonia de la Provôté, qui a fait voter par le Sénat la proposition de loi sur la création d'un registre national des cancers en juin 2023, en tant que collectif de jeunes patientes, nous nous sommes saisies de ce projet et le soutenons. Ainsi, il nous paraît incontournable de cartographier exhaustivement les diagnostics de cancers sur notre territoire dans un contexte où la France tient le premier rang mondial en terme d'incidence de cancers du sein.

Emmanuel RICARD

*Porte-parole et délégué au service de prévention et promotion du
dépistage de la Ligue contre le Cancer*

Réseau Environnement Santé
206 quai de Valmy
75010 Paris
contact@reseau-environnement-sante.fr

